



CÉAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale

29 rue de la Rouillère
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Fax : 02 43 02 98 70
Mél. ceas53@orange.fr
Site Internet : www.ceas53.org

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire diffusé par
messagerie électronique aux seuls
adhérents du CÉAS.

Contributeurs pour ce numéro :
Julie Geslot,
Claude Guioillier,
Nathalie Houdayer.

Vendredi 11 août 2017

N° 732



Associations

Combien d'associations en France ? Et d'associations employeuses ?

Ces dernières décennies, l'estimation du nombre d'associations en France a donné lieu à des chiffrages très approximatifs et pas toujours très rigoureux au niveau de la méthode. La première difficulté est de s'entendre sur ce qui définit une association.

Toutefois, la connaissance de la vie associative s'est affinée, notamment avec les travaux de Viviane Tchernonog, chercheuse au Centre d'économie de la Sorbonne (CES), et avec l'enquête « Associations » conduite par l'Insee. Les données recueillies portent respectivement sur les années 2011-2012 (CES) et 2013-2014 (Insee).

Ces deux sources, avec des méthodes différentes, aboutissent à un chiffrage d'environ 1,3 million d'associations « vivantes et actives » en France. Pour l'Insee, il y aurait 161 000 associations employeuses en 2013 (12 %). Pour Viviane Tchernonog, le taux serait de 14 %, soit probablement un peu plus de 180 000 associations employeuses.

Selon le secteur d'activité principal, les deux enquêtes donnent les associations sportives comme étant les plus nombreuses (24 %). Si l'on réunit les associations sportives, culturelles et de loisirs, on aboutit à 64 % du nombre total d'associations (Insee) ou à 66 % (CES). Une association employeuse sur quatre selon le CES et une sur cinq selon l'Insee sont des associations sportives.

Par contre, si les associations offrent quelque 1,8 million d'emplois salariés, le secteur social et médico-social a un poids prépondérant : 57 % selon le CES ou 60 % selon l'Insee.

Le CES et l'Insee se sont attachés à également caractériser les bénévoles et le bénévolat, mais l'exercice est nettement plus périlleux compte tenu du flou des concepts et de la diversité des définitions.

Source : Viviane Tchernonog, « Deux enquêtes aux résultats très convergents », *Jurisassociations* n° 552 du 1^{er} février 2017. Pour des données départementales, voir le *Cahier sociodémographique* n° 5 sur le site Internet du CÉAS : www.ceas53.org (« Quelque 270 nouvelles associations chaque année. Le sport en stock ; la culture en flux... »). On peut relever, par ailleurs, que Viviane Tchernonog ne fait aucune référence aux travaux de Recherches & Solidarités qui a développé une activité marchande autour de la connaissance des associations et de la vie associative.



Histoire

Sous l'Occupation, tous résistants ? Des motivations individuelles aux dimensions collectives

La revue *Sciences Humaines*, dans son n° 295 d'août-septembre 2017, s'attaque aux grands mythes de l'histoire de France. Elle a confié le soin à Olivier Wieviorka, professeur à l'ENS-Cachan, de tordre le cou à la croyance selon laquelle nombreux furent les Français, durant la Seconde Guerre mondiale, à entrer dans la Résistance.

Du moins, c'est ce que nous disent le titre et le chapeau de l'article. En fait, ce n'est pas la question que traite Olivier Wieviorka. Ce qui l'intéresse, c'est de questionner le rejet de tout déterminisme social dans le choix d'entrer dans la Résistance. Sans tomber d'un extrême à l'autre : l'auteur ne nie pas les décisions individuelles.

Olivier Wieviorka montre ainsi le rôle important rempli par l'appartenance à une classe sociale. Des éléments contextuels expliquent que certains milieux ont été surreprésentés dans les rangs



de la Résistance (par exemple les ouvriers, les classes moyennes ou supérieures...). Olivier Wieviorka mentionne également la **détermination par l'âge** : « *La Résistance peut, dans une large mesure, être considérée comme une affaire de jeunes* »... On leur accole sans doute à juste titre des caractéristiques qui ont pu jouer un rôle, comme la fougue, le désintéressement, le goût pour l'aventure... Sans oublier l'impact du Service du travail obligatoire (STO).

L'auteur observe, par ailleurs, la **sous-représentation des femmes**⁽¹⁾ au regard de leur poids démographique. Cette situation ne saurait étonner : « *Avant la Seconde Guerre mondiale, les femmes étaient en effet traitées en mineures. Ne disposant pas du droit de vote, elles n'avaient pas, en théorie, le droit de travailler sans l'autorisation de leur conjoint* »... En outre, dans les maquis notamment, la Résistance a pu prendre une forme militaire qui excluait les femmes *ipso facto*.

Pour la religion et la politique, l'historien est plus nuancé.

Il évoque une certaine « *ambivalence* ». Il souligne : « *Plus donc que les valeurs en soi joua leur hiérarchie* ».

Et Olivier Wieviorka de conclure : « *Que l'engagement ait, en dernier ressort, répondu à un choix individuel ne saurait être contesté. Mais les individus portent aussi des identités collectives qui les façonnent et les influencent. De ce point de vue, les déterminations sociales (...) jouèrent un rôle, certes difficile à quantifier dans la mesure où elles forment une combinatoire complexe, mais que l'on ne saurait, sous ce seul prétexte, exclure de l'analyse* ».

(1)- Dans *La Croix* (article en ligne daté du 25 mai 2015), Olivier Wieviorka nuance son propos : « *La part des femmes dans la Résistance a été longtemps négligée. (...) Les femmes représentaient de 10 à 20 % des effectifs dans les formations résistantes, réseaux ou mouvements. Il est, cependant, difficile d'évaluer avec précision leur nombre. (...) Leur rôle a été important, soit comme agentes de liaison, soit comme soutiens logistiques. Mais cette répartition genrée traditionnelle ne doit pas faire oublier que certaines ont pu faire le coup de feu ou participer activement à des réseaux* ».

Emploi

Plus facile de sortir du chômage quand on est jeune et/ou diplômé

À partir de son enquête **Emploi**, l'Insee analyse les transitions du chômage vers l'emploi et conclut à une **plus grande fréquence concernant les jeunes et les diplômés**.

Concrètement, les jeunes sont particulièrement concernés par le chômage : 25 % des actifs de 15 à 24 ans sont au chômage (soit 9 % de l'ensemble des jeunes de cette tranche d'âge), contre 9 % des actifs de 25 à 49 ans et 7 % de ceux de 50 à 64 ans.

Cependant, en 2016, 26 % des chômeurs de moins de 25 ans et 28 % des chômeurs ayant fini leurs études depuis moins d'un an trouvent un emploi dans le trimestre qui suit, contre 13 % des 50 à 64 ans et 17 % de ceux qui ont terminé leurs études depuis plus de dix ans.

L'Insee souligne que les diplômés sortent également plus rapidement du chômage : au-delà du bac, ils sont deux fois plus nombreux à trouver un emploi dans le trimestre qui suit que les chômeurs sans diplôme ou titulaires du seul brevet des collèges.

Les femmes sont relativement aussi nombreuses que les hommes à sortir du chômage pour occuper un emploi dans le trimestre qui suit (20,7 % contre 20,4 %). Par contre, elles deviennent davantage inactives (23 % contre 19 %). Dès lors, elles restent ainsi moins fréquemment au chômage que les hommes (56 % contre 61 %).

Enfin, en 2016, 15 % des immigrés au chômage occupent un emploi le trimestre suivant, et 17,5 % des enfants d'immigrés. Le taux est de 22 % pour les autres chômeurs.

NB. Les chômeurs répondent ici à la définition du Bureau international du travail (BIT) : un chômeur est une personne âgée de 15 ans ou plus qui est sans emploi la semaine de référence ; est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir ; a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Source : « *Quitter le chômage – Un retour à l'emploi plus difficile pour les seniors* », *Insee Première* n° 1661 de juillet 2017.



La pensée **hebdomadaire**

« *Tous les jours, des hommes, des femmes, des enfants se noient dans la Méditerranée. Pourquoi ça ne nous scandalise pas ? La première raison : de peur de faire monter l'extrême droite, les forces politiques françaises ne se battent plus sur les valeurs depuis vingt ans. Résultat : l'extrême droite monte. Il n'y a pas d'autorité morale qui défend les migrants. Deuxième chose, on ne sait plus parler de l'utilité des migrants. (...) Les migrants accueillis sont généralement fortement éduqués. Au bout de sept ans, ils sont hyper-productifs. Ces calculs, en France, on n'ose pas les faire. On ne se demande pas à quoi pourraient nous servir les populations immigrées – c'est-à-dire leur culture – dans une stratégie de développement de la Méditerranée et de l'Afrique.* »

Jean Viard, sociologue et directeur de recherches au CNRS et au Cevipof, « *La France se raconte une histoire qui est fautive* » (propos recueillis par Serge Poirot), *Ouest-France* du 23 mars 2017.